

Rue de la Préfecture 12  
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 50 50  
secre.sic@jura.ch

Delémont, le 31 janvier 2019

# Communiqué de presse

## Modification de la loi sur la gestion des eaux (LGEaux)

**Le Gouvernement a transmis au Parlement son projet de révision partielle de la loi sur la gestion des eaux. Les modalités de calcul des taxes pour l'eau potable et les eaux usées y sont revues. Ce projet permet de tenir compte des motions approuvées par le Parlement, des nouvelles recommandations de la branche en Suisse et de différentes propositions émanant de la Surveillance des prix.**

La loi cantonale sur la gestion des eaux (LGEaux) est en vigueur depuis 2016. La première mise en application au niveau local a montré la complexité des démarches, alors que Monsieur Prix est intervenu pour défendre une application très stricte du principe de causalité (pollueur-payeur et utilisateur-payeur). De nouvelles recommandations provenant de la branche au niveau suisse ont par ailleurs été mises en consultation auprès des cantons. Tous ces éléments ont fait que l'élaboration de nouveaux règlements communaux a été volontairement freinée dans l'attente des adaptations de la loi.

Avec le projet transmis au Parlement, le Gouvernement propose notamment de nouvelles méthodes de calcul des taxes et un assouplissement de l'ampleur de la valeur de remplacement des installations. Les communes pourront également décider d'inclure ou non les eaux pluviales dans leur taxation. Ces modifications doivent permettre aux communes de tenir compte de leurs particularités locales lors de la rédaction des nouveaux règlements communaux dont la mise en œuvre doit rester simple.

De nature assez techniques, ces changements ne modifient pas le principe d'autofinancement obligatoire de l'eau potable et des eaux usées. Les taxes actuelles, souvent insuffisantes par rapport aux frais de construction, d'entretien ou de renouvellement des réseaux, devront être adaptées dans la plupart des communes ces trois prochaines années. La hausse des taxes pourra cependant être moins importante du fait des propositions émises.

### *Personnes de contact :*

- *David Eray, ministre de l'Environnement, tél. 032 420 53 00*
- *Christophe Badertscher, responsable du Domaine Eaux et Environnement à l'Office de l'environnement, tél. 032 420 48 48*

*(Publication autorisée par les parents)*

